

# 4<sup>ème</sup> RENCONTRE DU RESEAU AFRICAIN DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (RAESS) – BAMAKO 2016

## SYNTHESE GENERALE

### 1. INTRODUCTION

Du 26 au 30 avril 2016 s'est tenue dans les locaux du Centre International de Conférence de Bamako (CICB), la 4<sup>ème</sup> Rencontre du Réseau Africain de l'Economie Sociale et Solidaire (RAESS), intitulée « **Bamako 2016** ».

Organisée par le Réseau National d'Appui à la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire du Mali (RENAPESS), en collaboration avec le RAESS, la rencontre a bénéficié de l'appui institutionnel du Ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord et de l'appui technique et financier du CECI, de la CANAM, de l'Hôtel Radisson BLU de Bamako, de.....

Cette rencontre, qui avait pour thème central : « L'Economie Sociale et Solidaire, vecteur de la forte résilience des peuples africains », a regroupé :

- le Président du RAESS ;
- les représentants des départements ministériels concernés (MSAHRN, Agriculture, Elevage, Artisanat, économie et finances, commerce,..... ;
- les représentants des réseaux nationaux d'ESS du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Congo Brazzaville, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Conakry, du Maroc, de la République Démocratique du Congo, du Sénégal, de la Tunisie, de ..... ;
- les représentants des structures faîtières des organisations de l'économie sociale et solidaire ;
- les représentants des organisations de la société civile.
- .....

Les cérémonies d'ouverture et de clôture ont été présidées par M. Mohamed Bassirou TRAORE, Directeur National de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire, représentant Monsieur le Ministre de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord.

### 2. OBJECTIFS DE LA RENCONTRE

### 3. DEROULEMENT DES TRAVAUX

#### 3.1. Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture des travaux a été marquée par huit (8) interventions :

▪ **Mots de bienvenue du représentant du Maire du District de Bamako**

La première intervention a été consacrée aux mots de bienvenue du représentant du Maire du District de Bamako, qui a d'abord souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants, et en particulier, ceux venus des pays amis d'Afrique et de l'Europe (France). Il s'est ensuite félicité du choix porté sur sa ville pour abriter la présente rencontre, avant de réitérer tout l'intérêt de son agglomération pour le secteur de l'économie sociale et solidaire, qui constitue un puissant moyen de réduction de la pauvreté à laquelle Bamako est de plus en plus confrontée, à l'image de toutes les grandes villes de l'Afrique Subsaharienne.

▪ **Mots de cadrage du Président du RENAPESS**

A la suite du représentant du Maire du District de Bamako, M. Madani KOUMARE, Président du RENAPESS-Mali, a pris la parole pour sa première intervention en guise de mots de cadrage.

A ce titre, il a d'abord rappelé les motivations de la création du RAESS, qui traduit une volonté commune des acteurs africains de l'ESS d'agir ensemble pour sortir les jeunes, les femmes et les populations vulnérables de la précarité.

Il a également insisté sur les enjeux de la présente rencontre qui se perçoivent à travers les différentes thématiques à l'ordre du jour (thème principal et sous-thèmes à débattre).

Il a aussi indiqué que cette rencontre doit déboucher sur l'adoption d'une feuille de route partagée avec l'ensemble des acteurs.

M. KOUMARE a adressé des remerciements appuyés :

- au Ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord pour son accompagnement de tous les jours ;
- à l'Assemblée Nationale du Mali pour ses multiples initiatives en faveur de la promotion de l'ESS, notamment à travers le Réseau Malien des Parlementaires pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (REMAPESS) ;
- au Maroc pour le rôle déterminant qu'il ne cesse de jouer dans l'ancrage du réseautage et la bonne coordination des activités du RAESS depuis sa création.

Avant de terminer son allocution, le Président du RENAPESS a réitéré son engagement et sa ferme détermination de tout mettre en œuvre, avec l'accompagnement des autorités de tutelle, pour assurer une bonne relève du Maroc dans la perspective de transfert de la coordination du RAESS au Mali, prévue à l'occasion de la présente rencontre.

Il a enfin invité l'ensemble des participants à aller en profondeur des discussions autour des différentes pistes de réflexion pour assurer une meilleure promotion de l'ESS dans l'espace africain.

- **Intervention du Président du Réseau Marocain de l'Economie Sociale et Solidaire (REMESS)**

Troisième intervenant, le Président du Réseau Marocain de l'Economie Sociale et Solidaire (REMESS) a d'abord fait un rappel historique sur la création du RAESS et les grandes rencontres organisées jusqu'ici sous son égide, notamment celles de Tunis 2013, de Kenitra ou de Marrakech 2014.

Il a aussi rappelé le rôle joué par le REMESS dans l'ancrage du RAESS avant de réitérer toute sa satisfaction et l'honneur de passer le flambeau au Mali, qu'il sait capable d'assurer efficacement la relève.

- **Intervention du Président du RAESS**

Pour sa part, le Président Africain de l'Economie Sociale et Solidaire (RAESS) a tout d'abord tenu à rappeler l'importance de la présente rencontre et insisté sur la nécessité pour les acteurs (politiques, organisations de la société civile, PTF, etc.) de mettre ensemble leurs moyens pour plus d'efficacité dans les actions.

Se fondant sur les immenses potentialités dont regorge le continent africain il a trouvé inadmissible la pauvreté ambiante qui est d'une ampleur inquiétante aussi bien dans les villes que les campagnes africaines.

Pour le premier responsable du réseau africain de l'ESS, il appartient aux africains de réfléchir au modèle approprié, au chemin à emprunter pour aller de l'avant à travers un plus grand recours à l'économie sociale et solidaire, qui a démontré son efficacité dans la réduction de la pauvreté au niveau de nombreux continents.

Il a réaffirmé sa reconnaissance au RENAPESS et a adressé ses sincères remerciements aux pouvoirs publics maliens ainsi qu'à la société civile pour l'organisation de la présente rencontre.

Il a enfin rappelé que le défi majeur à relever est d'installer l'ESS dans le territoire tout en faisant plus de place à la jeunesse.

- **Intervention par visio-conférence du Président du Conseil d'Administration du CECI**

Le Président du Conseil d'Administration du Centre d'Etudes et de Coopération Internationale du Canada (CECI), qui n'a pu effectuer le déplacement sur Bamako, s'est adressé à l'assistance à travers un enregistrement vidéo posté depuis le Canada.

Dans brève allocution, il a d'abord remercié ses « amis » du Mali pour l'organisation de « Bamako 2016 ». Il a témoigné que son organisation a pleinement participé au processus d'élaboration de la Politique Nationale de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire du Mali et de son Plan d'Action, qui viennent d'être adoptés par le Gouvernement.

Après avoir présenté des excuses pour son empêchement, il a invité les participants à faire le point sur les avancées enregistrées en matière d'ESS. En terminant ses propos, il a reconnu que beaucoup reste à faire pour changer la vision à l'égard de l'économie solidaire et sociale. Ce qui doit constituer pour les acteurs, une source de motivation et non de découragement.

▪ **Intervention du représentant du Réseau Malien des Parlementaires pour la promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (REMAPESS)**

À l'entame de ses propos, le représentant du peuple a d'abord rappelé le contexte de la création de son réseau, marqué par les conséquences des événements du 22 mars 2012 (coup d'état militaire), avec l'exacerbation de la pauvreté. Ce qui devait nécessiter, de son point de vue, de mettre l'accent sur la promotion de l'ESS, qui est reconnue pratiquement par tous comme un moyen efficace de combattre la précarité des populations.

Après avoir rappelé que le gouvernement malien s'est récemment doté d'une politique nationale en matière d'économie sociale et solidaire, il a donné des détails sur les missions du Parlement, notamment en ce qui concerne le contrôle de l'action gouvernementale, avant d'insister sur les missions spécifiques du REMAPESS.

Il a enfin indiqué que dans les perspectives, le REMAPESS envisage l'élargissement du réseautage à d'autres parlements avant d'exprimer le souhait de voir naître dans un futur proche un Réseau continental de Parlementaires engagés dans la promotion de l'ESS et doté d'un plan d'action ambitieux et cohérent.

▪ **Intervention du Directeur National de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire du Maroc, représentant Madame le Ministre de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire.**

Le représentant de Madame le Ministre marocain, a tenu à présenter les excuses de cette dernière pour un empêchement de dernière minute qui ne lui a pas permis de se rendre à Bamako pour prendre part à cette importante rencontre.

Après avoir adressé ses vifs remerciements à la partie malienne pour l'invitation adressée à la délégation marocaine, il a rappelé les principaux aspects qui ont été débattus lors des rencontres précédentes.

Attachant une importance particulière à la coopération sud-sud, entre des pays confrontés pratiquement aux mêmes défis, l'officiel marocain a mis en exergue certains de ces défis que sont : le changement climatique, la crise financière, la famine, la paupérisation croissante.

Pour lui, l'ESS, qui a des liens forts avec la culture, fait aujourd'hui l'objet d'une forte interpellation car, placée au cœur de la croissance, elle doit être au service de la cohésion sociale et du développement local.

Il a fait un bref aperçu de l'évolution du mouvement coopératif marocain des débuts à nos jours, avec environ 15 000 coopératives enregistrées actuellement, sans oublier les

aspects liés à la législation dans ce domaine et la place de plus en plus croissante des activités mutualistes.

▪ **Discours d'ouverture du représentant du Ministre de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord.**

Après avoir souhaité à l'ensemble des participants la chaleureuse bienvenue dans la cité africaine de Bamako, à la suite du représentant du Maire du District, le Directeur National de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire a tenu à présenter à l'auditoire les sincères excuses de Monsieur le Ministre de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord pour son empêchement.

Il a adressé les vifs remerciements des autorités maliennes aux représentants de la quinzaine de pays d'Afrique et d'ailleurs qui ont effectué le déplacement pour prendre part à « Bamako 2016 ».

Aux différents réseaux nationaux de l'ESS, le représentant du Ministre de tutelle de l'économie sociale et solidaire a adressé des félicitations appuyées pour leur contribution de qualité à l'essor de l'ESS dans nos pays respectifs.

Il a apprécié de façon très positive la création du RAESS avant de rappeler les objectifs assignés à la présente rencontre, notamment la promotion des échanges inter-réseaux et l'adoption d'une feuille de route.

Il a également fait allusion à la volonté politique affichée en faveur de la promotion de l'ESS au Mali, comme l'atteste l'adoption, par le gouvernement en octobre 2014, de la Politique Nationale de Promotion de l'ESS dont il a aussi rappelé la vision et les objectifs.

Le représentant du Ministre s'est réjoui de l'honneur fait au Mali à travers le passage de témoin à notre pays par le Maroc pour la coordination du RAESS, qui sera un des temps forts de la présente rencontre.

Il a enfin réitéré l'intérêt constant du Mali, à travers le Ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord, pour le renforcement de la coopération inter-pays en matière d'ESS, tout en donnant l'assurance de l'engagement ferme des plus hautes autorités à soutenir toute initiative tendant à promouvoir sur des bases saines l'économie sociale et solidaire.

#### **4. INAUGURATION OFFICIELLE DES STANDS D'EXPOSITION – VENTE ET VISITE**

Après la cérémonie d'ouverture, il a été procédé à l'inauguration officielle des stands d'exposition-vente animés par les acteurs de l'économie sociale et solidaire de plusieurs pays participants. L'inauguration a été suivie de visite – guidée avant le retrait des officiels.

## 5. PRESENTATION DES RESEAUX ET INITIATIVES AFRICAINS PAR PAYS

A la reprise des travaux, la parole a été donnée à tour de rôle aux réseaux nationaux pour des communications qui ont fait ressortir entre, autres : la situation actuelle du réseautage dans chaque pays concerné, les principales activités réalisées en guise de bilans, les difficultés et contraintes rencontrées et les perspectives (Cf résumé des présentations par réseau/pays).

C'est ainsi qu'ont intervenu, tour à tour :

- Le Groupe Béninois de l'Economie Sociale et Solidaire (GBESS) ;
- Le Réseau de l'Economie Sociale et Solidaire au Cameroun (RESCAM) ;
- Le Réseau Ivoirien de l'Economie Sociale et Solidaire (RIESS) ;
- L'Organisation Nigérienne de l'Economie Sociale et Solidaire et du Développement à la Base ;
- Le Groupe Sénégalais de l'Economie Sociale et Solidaire (GESS) ;
- Le Réseau pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire au Sénégal (REPESS) ;
- Le Comité de Suivi Guinéen de l'Economie Sociale et Solidaire ;
- Le Réseau Togolais de l'Economie Sociale et Solidaire ;
- Le Réseau National pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire au Burkina Faso (RNAPESS) ;
- Le Réseau Tunisien de l'Economie Sociale et Solidaire ;
- Le Réseau Marocain de l'Economie Sociale et Solidaire (REMESS) ;
- Le Réseau National d'Appui à la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (RENAPESS-Mali) ;
- Le Réseau Africain de l'Economie Sociale et Solidaire (RAESS).

## 6. CONFERENCES INTRODUCTIVES

Une série de conférences introductives, animées par d'éminents panelistes ont suivi les présentations des réseaux nationaux.

La première conférence avait pour thème principal « **Place de l'économie sociale et solidaire dans l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) de l'agenda 2030** ». Elle a été animée, à travers deux sous-thèmes, par M. Mohamed Bassirou TRAORE, Directeur National de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire du Mali et Madame Aminita Dramane TRAORE, Essayiste, ancien ministre de la culture du Mali.

Le premier sous-thème, intitulé « **La lutte contre la pauvreté au Mali : La Politique Nationale de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire articulée au Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) et les ODD 2030 des Nations Unies** », a été traité par M. TRAORE.

Dans son intervention, le paneliste s'est surtout penché sur la Politique Nationale de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (PNPESS), adoptée en octobre 2014, en déclinant la vision du Gouvernement malien en matière d'ESS, les principes directeurs et objectifs de la PNPESS, ses orientations stratégiques, les moyens de sa mise en œuvre, les mécanismes de suivi – évaluation de ladite politique.

Il a également fait ressortir l'articulation de cette politique avec le CSCR, les ODD, voire avec le nouveau cadre de référence que sera bientôt le CREDD (Cadre pour la Relance Economique et le Développement Durable) dont les axes stratégiques ont été rappelés.

En guise de bilan synthétique, le paneliste a fait le point du chemin parcouru au Mali par rapport à chacun des 8 OMD, avec quelques avancées enregistrées, mais aussi beaucoup de résultats mitigés, voire de nombreuses cibles non atteintes.

Il a bouclé sa communication par le rappel d'un certain nombre de défis à relever, tout en réaffirmant sa conviction que l'ESS peut changer la société, qu'elle doit la changer et qu'elle la changera grâce aux idées et initiatives de l'ensemble des acteurs qui l'animent.

Le deuxième sous-thème intitulé « **L'économie sociale et solidaire comme alternative pour l'ancrage de la démocratie locale et de développement durable** », a été traité par Madame Aminata Dramane TRAORE, essayiste, ancien ministre.

Dans un style empreint de conviction, cette femme de culture, reconnue pour ses idées panafricanistes et altermondialistes, a réussi à emballer son auditoire.

Elle a d'abord tenu à exprimer son pessimisme par rapport aux possibilités d'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) au regard de ce qui a été réalisé dans le cadre des OMD. Au passage, elle a mis en cause l'économie de marché, qualifiée « d'économie de guerre », bâtie autour d'une finance qui est déconnectée du social, avec une croissance économique qui ne profite qu'aux multinationales.

Elle a estimé qu'il est difficile aujourd'hui pour l'ESS d'être en compétition avec l'économie de marché, en raison de la toute-puissance de cette dernière et de l'influence énorme de la publicité sur les consommateurs.

Elle en veut à une certaine élite intellectuelle africaine, qui a intériorisé et tenté d'imposer le modèle occidental, en voulant devenir comme des occidentaux « qui ne veulent pourtant pas de nous », selon ses propos.

Elle a également déploré la situation de servitude volontaire dans laquelle nous nous trouvons et l'absence d'alternative donnée à la jeunesse.

Elle n'a pas épargné la classe politique, caractérisée, entre autres, par une pléthore de partis, la transhumance politique et l'absence d'éducation des citoyens.

Pour l'essayiste, le modèle existant va droit au mur.

Toutefois, elle pense qu'il y a la possibilité de sortir de cette impasse, tant l'Afrique est un continent porteur.

Pour cela, il faut faire confiance aux jeunes, dont certains innovent de plus en plus et former les gens en artisanat pour avoir des produits de qualité afin d'affronter le marché avec plus de compétitivité.

La deuxième série de conférences introductives avait pour thème principal : « **Rôle de l'Etat et des Collectivités Territoriales dans le développement de l'ESS (défis de la construction de cadres juridiques et l'accès des entreprises d'économie sociale et solidaire aux marchés - potentialités, stratégies de minimiser les barrières et développement des partenariats).** »

Le premier sous-thème de cette séquence a porté sur « **Le nouveau cadre législatif de l'économie sociale et solidaire au Maroc : rôle de l'Etat et place des organisations d'ESS** ». Il a été développé par M. Abdelkrim AZENFAR, Directeur de l'Artisanat et de l'Economie Solidaire du Maroc.

Ce dernier a articulé son intervention sur un certain nombre d'aspects dont :

- la volonté politique affichée au Maroc à travers des directives royales précises, données pour assurer la promotion de l'ESS ;
- le processus de mise en place d'un cadre juridique approprié, favorable à l'essor de l'ESS au Maroc ;
- la nécessité de mettre en lien, la triptyque production, transformation et commercialisation ;
- le rôle prépondérant de la société civile, traduite par une plus grande présence de cette dernière à la présente rencontre comparativement à la partie gouvernementale ;
- le rôle de plus en plus croissant des universités, surtout en matière de recherche en ESS ;
- la problématique du financement de l'ESS ;
- l'insuffisance d'indicateurs pour une meilleure visibilité de l'ESS, ce qui nécessite la mise en place d'observatoires dans ce domaine.

Le deuxième sous-thème ayant porté sur « **Les rôles et responsabilités des parlementaires dans la promotion de l'ESS – Enjeux e perspectives** », a été développé par un député à l'Assemblée Nationale du Mali, représentant la Présidente du Réseau Malien des Parlementaires pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (REMAPESS).

L'honorable député à l'Assemblée Nationale a tenu à présenter son réseau, qui a été mis en place par une quarantaine de députés. Ce réseau a déjà eu à signer un protocole de partenariat avec le RENAPESS – Mali et le CECI. A travers sa présidente, il a eu à porter la parole de l'Afrique devant des instances internationales.

Le représentant du peuple a également rappelé les principaux rôles du Parlement, qui vont au-delà du vote des lois au nom du peuple, en embrassant le suivi de la mise en œuvre des politiques publiques, le contrôle de l'action gouvernementale, l'interpellation du Gouvernement par rapport à certaines préoccupations de la nation, la mobilisation de l'opinion publique, etc.

Après l'intervention de chaque paneliste, les deux modérateurs que sont M. ....Professeur d'économie à la Faculté de droit de Rabat et Prof Abdoulaye SALL, ancien ministre malien et président de Cercle de Réflexion et d'Initiative (CRI 2002) ont tenu à apporter des clarifications édifiantes, résumé les différentes interventions en dégagant leur quintessence et porté leur analyse de la situation actuelle, la place que peut et doit avoir l'ESS dans un monde en perpétuelle mutation.

## **7. ATELIERS DE REFLEXION THEMATIQUES**

Suite à ces conférences introductives, des ateliers de réflexion ont été mis en place pour plancher sur les sous-thèmes ci-après :

- 7.1. Rôle de l'Etat dans le développement de l'ESS (défis de la construction des politiques publiques, rôle de l'ESS dans le développement participatif, enjeux de partenariat, etc.) ;
- 7.2. Rôle du genre dans le développement de l'ESS (leadership féminin en ESS, autonomisation des femmes grâce à la l'ESS, cohésion socio-économique locale, etc.) ;
- 7.3. Finances solidaires (rôle de la micro finance dans la réduction des inégalités sociales) ;

- 7.4. Promotion de l'ESS et mobilisation des acteurs (comment mobiliser les acteurs des réseaux en ESS, rôle et responsabilité des collectivités locales, rôle des nouveaux médias dans la mobilisation) ;
- 7.5. Rôle de l'ESS dans la création de l'emploi décent (ESS comme moyen d'insertion professionnelle et économique pour les jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap, les migrants et de résilience des populations touchées par les crises, etc.) ;
- 7.6. Agriculture durable et développement de l'ESS.

Plusieurs personnes ressources ont animé ces différents ateliers dont les résultats ont été restitués, discutés et amendés en plénière.

Les rapports de synthèse de ces ateliers thématiques sont joints en annexe au présent.

Des visites d'expériences pratiques ont été effectuées à l'intention des participants, notamment au Centre AJA de Baguinetta dans la périphérie de Bamako, aux quartiers de Missira et Médine à Bamako pour des initiatives citoyennes et au camp des jeunes entrepreneurs.

Le tableau ci-dessous fait ressortir quelques recommandations saillantes, formulées à l'issue des différents ateliers thématiques.

La synthèse des rapports des ateliers thématiques est jointe en annexe.

La rencontre a été sanctionnée par une adresse intitulée « **Déclaration de la 4<sup>ème</sup> Rencontre du RAESS « BAMAKO 2016 » / Synthèse et recommandations** ». Cette déclaration est également jointe à la présente synthèse.

## ANNEXE : SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS PAR ATELIER/THEME

N°	ATELIER / THEME	RECOMMANDATIONS
<b>1</b>	<b>THEME 1 :</b> Rôle de l'Etat dans le développement de l'économie sociale et solidaire (défis de la construction des politiques publiques, rôle de l'ESS dans le développement participatif, enjeux de partenariat, etc.)	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Encourager la création d'un ministère dédié à l'ESS pour une plus grande visibilité ;</li> <li>2. Elaborer des propositions de développement de l'ESS au niveau des territoires par la société civile ;</li> <li>3. Opter pour la valorisation des potentialités locales dans une logique de filières (mangue, pêche, etc.) ;</li> <li>4. Mettre en place un observatoire de l'ESS pour disposer des indicateurs socio-économiques fiables et des données géo référencées ;</li> <li>5. Au delà d'une ligne budgétaire, concevoir la mise en place d'un fonds d'appui à l'ESS ;</li> <li>6. Encourager l'échange de produits / Services de l'ESS entre pays africains ;</li> <li>7. Sensibiliser et encourager à consommer les produits africains.</li> </ol>
<b>2</b>	<b>THEME 2 :</b> Rôle du genre dans le développement de l'ESS	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Laisser les femmes choisir leur modèle d'autonomisation ;</li> <li>2. Répondre aux besoins sociaux de base ;</li> <li>3. Protéger leurs droits fondamentaux donc l'accès à la terre ;</li> <li>4. Pratiquer dans les OESS féminines la démocratie et la bonne gouvernance ;</li> <li>5. Faire concilier le travail traditionnel des femmes avec les services sociaux de base ;</li> <li>6. Augmenter les femmes dans le leadership national ;</li> <li>7. Favoriser la synergie d'action des femmes au plan national ;</li> <li>8. Soutenir les entreprises féminines et innovantes ;</li> <li>9. Améliorer le profil de carrière des femmes au sein des entreprises collectives et sociales ;</li> <li>10. Intensifier la communication pour la sensibilisation en vue de l'utilisation des instruments en leur faveur ;</li> <li>11. Eduquer/sensibiliser et former les femmes entrepreneurs ;</li> <li>12. Mettre sur pied des systèmes de protection pour le monde rural.</li> </ol>

3	<b>THEME 3</b> : Finances solidaires (rôle de la microfinance dans la réduction des inégalités sociales)	
4	<b>ATELIER N° 4</b> : Promotion de l'ESS et mobilisation des acteurs (comment mobiliser les acteurs des réseaux en ESS, rôles et responsabilités des collectivités locales, rôles des nouveaux medias dans la mobilisation)	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Créer le répertoire des intervenants dans le domaine de l'ESS ;</li> <li>2. Les Collectivités Locales sont appelées à : <ul style="list-style-type: none"> <li>- identifier et garantir l'espace d'intervention des acteurs de l'ESS ;</li> <li>- coordonner les interventions sur le terrain ;</li> <li>- appuyer le montage des projets solidaires</li> </ul> </li> <li>3. Les coopératives sont appelées à : <ul style="list-style-type: none"> <li>- adhérer au mutuelles de santé ;</li> <li>- développer le réseautage, l'approche participative et la <b>qualité des produits</b> ;</li> </ul> </li> </ol>
5	<b>THEME 5</b> : Rôle de l'ESS dans la création de l'emploi décent (ESS comme moyen d'insertion professionnelle et économique pour les jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap, les migrants et de résilience des populations touchées par les crises, etc.)	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Encourager et accompagner les migrants à entreprendre (investir) dans les secteurs économique ;</li> <li>2. Multiplier les passerelles entre les projets ESS initiés en France et en en Afrique à travers, par exemple, le commerce équitable ;</li> <li>3. Coaching des migrants par des coopératives et mutuelles ayant fait leurs preuves dans la zone d'intervention (comme le CAMS, l'URCAK, JAMA JIGI, etc.) ;</li> <li>4. Renouveler le champ du co-développement avec l'ESS.</li> </ol>
6	<b>THEME 6</b> : Agriculture durable et développement de l'ESS	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Défendre et faciliter les échanges de semences entre les agriculteurs</li> <li>2. Soutenir la pratique de la souveraineté alimentaire au-delà des textes ;</li> <li>3. Promouvoir et consolider la consommation locale dans le contexte de la souveraineté alimentaire ;</li> <li>4. Sécuriser les terres agricoles contre les abus de leur accaparement ;</li> <li>5. Orienter les produits agricoles vers le commerce équitable</li> </ol>